

International

DISCOURS DE LULA PRONONCÉ AVANT SON INCARCÉRATION (EXTRAITS)

Luiz Inácio Lula da Silva

04/04/2018

Alors que l'ancien président Luiz Inacio Lula da Silva est en prison depuis le 7 avril 2018 et qu'il a récemment annoncé son intention de demeurer candidat à l'élection présidentielle d'octobre prochain, et suite au coup d'État constitutionnel en 2016 qui a destitué Dilma Rousseff, la Fondation publie ici quelques extraits – traduits par Jean-Jacques Kourliandsky – du discours prononcé par Lula juste avant son incarcération.

Extraits du discours de Lula prononcé avant son incarcération

7 avril 2018, siège du Syndicat des métallos, Sao Paulo-Sao Bernardo Do Campo

Traduction de Jean-Jacques Kourliandsky

Chers et chères camarades,

[Lula salue et remercie nominalement les amis politiques et syndicaux présents, de la CUT (Centrale unique des travailleurs), de la CTB (Centrale des travailleurs du Brésil), du PT (Parti des travailleurs), du PSOL (Parti socialisme et liberté), du PCdoB (Parti communiste du Brésil), du MST (Mouvement des sans-terre).]

Aujourd'hui, nous sommes pratiquement dans la même situation qu'alors [en 1980], j'ai été jugé et je répète clairement : ce procès au sujet de mon appartement est unique au monde, je suis condamné au sujet d'un appartement qui n'est pas à moi.

Ils savent que *O Globo* [principal groupe médiatique du Brésil] a menti en disant qu'il était à moi. La police fédérale en charge de l'enquête sur le « Lava-Jato » a menti en disant qu'il était à moi. Le ministère public en présentant l'acte d'accusation a menti en disant qu'il était à moi. Je pensais que le juge Moro allait restaurer les choses, mais il a menti en disant qu'il était à moi. Et il m'a condamné à neuf ans de prison.

Pour tout ça, je suis un citoyen indigné. (...) Je ne leur pardonne pas de faire croire à la société l'idée que je suis un voleur.

Ils ont donné la primeur aux bandits qui ont fait main basse sur tout le Brésil. Ils ont donné la

primeur aux bandits qui nous qualifient de « Pitsous » [PT+Picsou]. Ils ont donné la primeur à la culture d'un quasi climat de guerre.

Je le dis tous les jours : pas un d'entre eux n'est courageux, pas un ne dort avec la conscience tranquille, avec l'honnêteté, l'innocence avec lesquelles je dors. Pas un.

Je ne suis pas au-dessus de la justice. Si je ne croyais pas en la justice, jamais je n'aurais créé un parti politique.

Mais je crois en la justice, une justice juste, une justice fondant sa procédure sur le compte-rendu des débats, s'appuyant sur les informations de l'accusation, de la défense, identifiant par des preuves concrètes l'arme du crime.

Ce que je ne peux admettre, c'est un procureur qui fabrique un powerpoint et le présente à la télévision pour dire que le PT est une organisation criminelle créée pour voler le Brésil et que Lula en est le chef. Et donc si Lula est le chef, le procureur conclut : « Je n'ai pas besoin de preuves, j'ai des convictions ».

Ce que je veux, c'est qu'il réserve ses convictions pour ses comparses, pour ses acolytes, mais pas pour moi. Sans doute un voleur n'exigerait pas de preuves, il se tiendrait tranquille, la bouche fermée, croisant les doigts pour que la presse ne parle pas de lui.

Moi, j'ai eu droit à 70 heures de trituration dans le journal national. J'ai eu droit à plus de 70 « une » dans des revues qui m'ont attaqué. J'ai eu des milliers de pages de journaux et autres supports qui m'ont attaqué. Le groupe Record m'a attaqué. Comme aussi Bandeirantes. Comme les radios de l'intérieur du pays. Ce qu'ils ne comprennent pas, c'est que plus ils m'attaquent, plus se renforce mon lien avec le peuple brésilien.

Ils ne me font pas peur. J'ai eu l'occasion de dire que je souhaiterais débattre avec Moro sur son acte d'accusation. Je souhaiterais qu'il me montre le début d'une preuve. J'ai lancé le même défi aux juges du TRF-4 [les juges du Tribunal fédéral régional d'appel de Porto Alegre]. Qu'ils organisent un débat dans l'université de leur choix, devant le public de leur choix, et qu'ils expliquent devant le pays les crimes que j'aurais commis.

(...) Il y a pas mal de temps, j'ai rêvé qu'il était possible de gouverner ce pays en prenant en compte dans son économie ses millions et millions de personnes pauvres, en créant des millions d'emplois. J'ai rêvé, j'ai rêvé qu'il était possible à un métallo sans diplômes universitaires de mieux doter l'éducation que ne l'ont fait les diplômés et les élites de ce pays.

J'ai rêvé qu'il était possible de réduire la mortalité infantile en donnant du lait, des haricots et du riz pour que les enfants aient de quoi manger chaque jour. J'ai rêvé qu'il était possible d'offrir aux jeunes des périphéries la possibilité d'accéder aux meilleures universités. Pour que les gens ne soient pas seulement face à des juges et des procureurs issus de l'élite [de l'élite sociale].

Dans peu de temps, on va avoir des juges et des procureurs nés dans les favelas d'Heliopolis, à Itaquera, dans les banlieues. On va avoir beaucoup de gens formés issus des Sans-Terre, du MST, de la CUT. Voilà les crimes que j'ai commis !

J'ai commis un crime qu'ils ne veulent pas que je répète. C'est pour ce crime-là qu'ils m'ont mis dix fois en examen. Pour ces crimes, pour avoir mis des pauvres à l'université, des noirs à l'université, donné de la viande aux pauvres, leur permettre d'avoir une voiture, de voyager en avion, de pouvoir vivre d'une agriculture familiale, d'une petite entreprise, d'avoir une maison, voilà les crimes que j'ai commis, et je vous le dis, je vais continuer à être criminel comme cela, et beaucoup plus. Je vais faire beaucoup plus !

Camarades, en 1990 et en 1986, j'ai été le député constituant le mieux élu dans l'histoire du pays. Et on a découvert que dans le PT, que Manuela, ou Ivan, au PT à l'époque, on craignait que seuls ceux qui avaient un mandat avaient le pouvoir.

Donc, camarades, quand je me suis aperçu que le peuple s'interrogeait sur un PT qui aurait valorisé les seuls élus, (...) vous savez ce que j'ai fait. J'ai renoncé à être député. Parce que je voulais démontrer au PT que j'allais rester la figure la plus importante du PT, sans mandat. Parce que si quelqu'un voulait me passer devant dans le PT, il n'avait qu'une option, travailler plus que moi, et être plus que moi proche du peuple. Parce que s'il ne l'aime pas, il ne peut pas gagner.

Bon. Et maintenant, nous sommes à un moment délicat. Je vis peut-être le moment d'indignation le plus grand que peut vivre un être humain. Ce n'est pas facile ce qu'endure ma famille. Ce que souffrent mes enfants. Ce qu'a souffert Maryse [épouse de Lula décédée en 2017].

Ce que je veux dire, c'est que dans la période précédant la mort de Maryse, elle a été victime de coups bas et de saletés de la part de la presse et du ministère public. C'est ma conviction. Ces gens-là, je pense qu'ils n'ont pas d'enfants, ils n'ont pas d'âme, ils n'ont aucune notion de ce que peut ressentir une mère ou un père à l'égard d'un fils écrabouillé, attaqué. Donc, camarades, en ce qui me concerne, j'ai décidé de lever la tête.

N'allez pas croire que je suis contre « Lava-Jato ». Non. Si Lava-Jato attrape des bandits, qu'ils soient attrapés, ceux qui ont volé. On est tous d'accord là-dessus. On s'est tous dit depuis toujours qu'on attrape que les pauvres, que les riches ne sont jamais pris. On s'est toujours dit ça. Toute la vie on s'est dit ça. Moi, je veux qu'on continue à attraper des riches. Ça, je le veux.

Maintenant, quel est le problème ? C'est qu'on ne peut pas juger subordonné à la presse. Parce qu'en définitive, au fond, vous détruisez les personnes aux yeux de la société, l'image des personnes, et après les juges disent : « Je ne peux pas aller contre l'opinion publique, l'opinion publique demande une mise à l'index ».

Qui veut juger au nom de l'opinion publique, qu'il jette la toge pour être candidat aux législatives. Qu'il choisisse un parti et qu'il soit candidat. Maintenant la toge est un emploi à vie. Le citoyen, lui, ne peut se prononcer que sur la base des comptes rendus des débats. En outre, je pense qu'un magistrat de la Cour suprême ne devrait pas faire de déclaration sur le jugement qu'il va émettre. Aux États-Unis, quand un vote a eu lieu, personne ne sait qui a voté quoi, pour éviter les pressions. Imaginez quelqu'un accusé d'un crime qu'il n'a pas commis. Que veut la famille de la victime ? Sa mort, et sa condamnation. Le juge, dans ces circonstances, doit avoir la tête plus froide que nous.

Avec la responsabilité de construire l'accusation ou de condamner. Le ministère public est une institution très solide, et donc les jeunes qui, novices, commencent des études de droit, et passent trois ans plus tard un concours, parce que leurs parents peuvent payer, ces jeunes auraient besoin de connaître un peu la vie, connaître un peu la politique, avant de faire ce qu'ils font dans la société brésilienne. Pour acquérir ce qu'on appelle responsabilité.

Je ne pense pas en parlant de la sorte les attaquer. J'ai été président, et j'ai nommé quatre procureurs. À chaque nomination, j'ai fait un discours. Et je leur disais : plus une institution est forte et plus ses membres doivent être responsables. Vous ne pouvez pas condamner quelqu'un dans la presse avant de l'avoir jugé. Rappelez-vous quand je suis allé déposer à Curitiba, j'ai dit à Moro : vous ne pouvez pas m'absoudre parce que *Globo* exige ma condamnation et donc vous allez me condamner.

Bon, je pense que le TFR-4, comme Moro, l'équipe Lava-Jato et *Globo*, ont un grand rêve. Celui que d'abord le coup d'État ne va pas s'arrêter à Dilma [destituée inconstitutionnellement par le parlement en 2016]. Le coup d'État va se poursuivre jusqu'à ce qu'ils arrivent à convaincre que Lula ne peut pas être candidat à la présidence de la République en 2018.

Ils ne veulent pas, non pas parce que je pourrais être élu, ils ne veulent pas que je participe pour qu'aucun d'entre nous ait la possibilité d'être élu. Ils n'aiment pas Lula, ils n'aiment pas les pauvres qui lèvent la tête. Un pauvre n'a pas à prendre l'avion, un pauvre n'a pas à entrer à l'université, un pauvre naît, dans leur logique, pour manger et consommer de la deuxième catégorie.

Leur rêve, c'est une photographie de Lula prisonnier. Ah, j' imagine la jouissance de *Veja* [hebdomadaire de droite] me mettant en première page, prisonnier. J' imagine leur jouissance de pouvoir mettre une photo de moi prisonnier. Ils vont avoir des orgasmes multiples.

Ils ont décidé de m'emprisonner. Laissez-moi vous dire une chose. Je vais respecter leur décision. Je vais la respecter pour les placer face à leurs responsabilités. Ils pensent que tout ce qui arrive dans ce pays est de ma faute. J'ai déjà été condamné à trois ans de prison. (...)

Quelle sorte de responsabilité je veux leur transférer ? Ils ont déjà tenté de m'arrêter pour obstruction à la justice. Sans y arriver. Ils veulent maintenant m'enfermer de façon préventive, ce qui est grave, parce qu'ils ne respectent pas l'*habeas corpus*. C'est comme ça que Vaccari est en prison depuis trois ans, Marcelo Odebrecht a dépensé 400 millions [de Reais] et il n'a pas obtenu d'*habeas corpus*. Moi je ne mettrai pas un sou.

Je vais là avec la conviction suivante : ils vont découvrir pour la première fois ce que je répète tous les jours. Ils ne savent pas que le problème de ce pays ne s'appelle pas Lula. Le problème de ce pays c'est vous, la conscience du peuple, le Parti des travailleurs, le PCdoB, le MST, ou le MTST... Ils savent que cela fait du monde.

Et ce qu'a dit notre pasteur [dans une cérémonie œcuménique au siège du Syndicat des métallos] et que je dis dans tous mes discours : il est inutile de tenter d'éviter que j'avance avec ce pays, parce qu'il y a des millions de Lula, de Boulos, Manuela, Dilma Rousseff, qui marchent pour moi. Il

est inutile de tenter d'en finir avec mes idées car elles sont déjà dans l'air et il n'y a pas moyen de les arrêter. Il est inutile d'essayer de briser mes rêves, parce que quand je vais arrêter de rêver, je rêverai dans vos têtes.

J'ai la certitude (...), camarades des sans-terre, du MST, de la CUT, du mouvement syndical, (...) que nous vivons une épreuve. Je vais respecter l'ordre d'incarcération et vous allez devoir vous transformer, chacun d'entre vous, ne plus vous appeler Chiquinha, Joaozinho, Zezinho, Robertinho. Tous, à partir d'aujourd'hui, vous allez vous transformer en Lula pour aller de l'avant dans ce pays. Nous devons faire une régulation des moyens de communication de masse pour que le peuple ne soit pas victime de mensonges toutes les saintes journées. Ils doivent savoir que vous, qui savez, plus intelligents que moi, vous pouvez brûler des pneus (...), défiler (...), occuper campagnes et cités. Occuper Sao Bernardo paraissait difficile mais demain vous allez voir aux informations que vous avez gardé les espaces que vous avez envahis.

Par conséquent, camarades, j'ai eu de la chance, maintenant, je viens d'Uruguay entre Livramento et Rivera. Et là-bas on me disait, Lula, fais un petit demi-tour, traverse la rue, comme si tu allais chercher un bon whisky, et tu es en Uruguay avec Pepe Mujica, tu t'en vas, tu ne reviens plus et tu demandes l'asile politique. Oh ! Lula, tu peux aller à l'ambassade de Bolivie ou à l'ambassade d'Uruguay. Oh ! Lula, va à l'ambassade de Russie, et là tu pourras continuer à parler. Je leur ai dit que j'avais passé l'âge.

À mon âge, et les yeux dans vos yeux, je vais les affronter en acceptant l'ordre d'incarcération. Je veux savoir combien de jours ils pensent me garder prisonnier. Et plus de jours ils vont me laisser là, et plus de Lula vont naître dans ce pays, et plus de gens vont batailler dans ce pays, parce que la démocratie n'a pas de limites, elle ne met pas de borne de temps à la mobilisation des gens. Donc, je fais quelque chose de très conscient, mais très conscient. Je l'ai dit aux camarades, si cela dépendait de ma volonté je n'irai pas, mais j'y vais. J'y vais parce qu'ils vont dire dès demain que Lula est en fuite, que Lula se cache. Non, je ne me cache pas. Je vais là à leur barbe, pour qu'ils sachent que je n'ai pas peur, pour qu'ils sachent que je ne suis pas en cavale, et pour qu'ils sachent que je vais prouver mon innocence. C'est ça qu'ils doivent savoir.

Et qu'ils fassent ce qu'ils veulent, je vais terminer avec une phrase que j'ai prononcée en 1982, parlant à une enfant de dix ans à Catanduva, je ne sais pas comment elle s'appelle. La phrase n'a pas d'auteur. Elle disait ceci : « Les puissants peuvent tuer une, deux ou trois roses, mais jamais ils n'arriveront à empêcher la venue du printemps ».

Parce que nous voulons plus de maisons, plus d'écoles, moins de mortalité. Et nous ne voudrions pas empêcher la barbarie qu'ils ont fait à Marielle à Rio de Janeiro ? Nous ne voulons pas revenir à la malnutrition, à la mortalité pour malnutrition dans ce pays. Nous ne voulons plus qu'un jeune perde l'espoir d'accéder à l'université. Ce pays est tellement crétin qu'il a été le dernier du monde à ouvrir une université. Le dernier. Tous les pays plus pauvres en avaient une. Parce qu'eux ne voulaient pas que la jeunesse brésilienne étudie et ils disaient que cela coûtait beaucoup d'envoyer les gens à

l'école. Et si vous me demandez de quand ça date, c'était il y a cinquante ans.

Donc, je veux que vous sachiez que j'ai été fier, très fier, d'avoir été le seul président de la République sans diplôme universitaire, mais que je suis le président de la République qui a fait le plus pour les universités dans l'histoire de ce pays, pour montrer à ces gens-là que je ne confonds pas l'intelligence avec la quantité d'années de scolarité.

Il ne faut pas confondre intelligence et connaissance. L'intelligence, c'est quand vous êtes capable de prendre des décisions. L'intelligence, c'est quand vous avez du recours, quand vous n'avez pas peur d'identifier avec les camarades quelles sont les priorités. Et la priorité pour ce pays, c'est de garantir qu'il retrouve le respect de la citoyenneté.

Ils ne vont pas vendre Petrobras. Nous allons faire une nouvelle Constituante, nous allons abolir la loi pétrolière qu'ils sont en train de faire. Nous n'allons pas laisser vendre la BNDES [Banque nationale de développement économique et social], la Caixa Economica, détruire le Banco do Brasil, et nous allons renforcer l'agriculture familiale, responsable de 70% de l'alimentation consommée dans ce pays.

C'est avec cette croyance, camarades, c'est avec la tête droite que je vous parle, que je vais aller là-bas, pour dire au commissaire : je suis à votre disposition. Et l'histoire, l'histoire d'ici à quelques jours, va démontrer que ceux qui ont commis un crime sont mes accusateurs, le juge qui m'a jugé, et le ministère public qui s'est comporté avec frivolité.

Bon, camarades, je n'ai pas de place pour tout le monde dans mon cœur. Mais je veux que vous sachiez une chose que j'ai apprise, j'aime la relation que j'ai avec le peuple. Quand je tiens la main de l'un d'entre vous, quand j'étreins l'un d'entre vous, que je l'embrasse, parce que maintenant j'embrasse de la même façon, hommes et femmes, quand j'embrasse l'un d'entre vous, je ne le fais pas avec des intentions cachées. J'embrasse parce que quand j'étais président, je disais, je vais revenir là où je suis allé, je sais qui sont mes amis de toujours et qui sont mes amis éventuels. Les cravatés qui étaient derrière moi ont maintenant disparu. Ceux qui sont avec moi sont les camarades qui étaient mes amis avant que je sois président de la République. (...) Ceux qui ont eu le courage d'envahir une terre pour construire une maison. Ceux qui ont le courage de faire grève contre la réforme des retraites. Ceux qui ont eu le courage d'occuper un champ pour faire une ferme productive. Ceux qui en vérité ont besoin de l'État.

Alors camarades, je vais vous dire une chose, vous devez savoir que je sortirai grandi de tout ça, plus fort, pleinement innocent, et que je veux prouver que ce sont eux qui ont commis un crime. Un crime politique, celui de poursuivre un homme qui a cinquante ans d'histoire politique. Merci.